



PREFET DU NORD

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N ° 104 - MAI 2013**

# SOMMAIRE

## 59\_Préfecture du Nord

### Secrétariat général

Arrêté N °2013136-0013 - Arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2011 nommant le régisseur titulaire et le régisseur suppléant de la régie de recettes de la sous préfecture d'Avesnes sur Helpe .....	1
Arrêté N °2013136-0014 - Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 17 juillet 2002 modifié, portant nomination du régisseur de recettes titulaire et du régisseur suppléant auprès de la circonscription de sécurité publique de Lille Agglomération, division Lille pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations .....	4
Arrêté N °2013136-0015 - Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 5 juin 2012 modifié, portant nomination des régisseurs de recettes auprès de la circonscription de sécurité publique de Valenciennes Agglomération et nommant des sous- régisseurs de recettes pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations .....	7
Arrêté N °2013137-0003 - Arrêté préfectoral accordant à la S.A.S.U BAUDELET METAUX l'autorisation d'exploiter un dépôt de ferraille et une demande d'agrément Démolisseur « Véhicules Hors d'Usage » sous l'enseigne ECOTRI BAILLEUL sur le territoire de la commune de BAILLEUL .....	10
Arrêté N °2013137-0004 - Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Chambre funéraire de la commune de CAUDRY, sise Place du Général de Gaulle à CAUDRY .....	41
Arrêté N °2013137-0005 - Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « Léon GOSSET », sis 8, rue Karl Marx à AVESNES- LES- AUBERT .....	43
Arrêté N °2013137-0006 - Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « GRYPONPREZ- DELCROIX », sis Rue Jean Moulin à CYSOING .....	45
Arrêté N °2013137-0007 - Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « WYFFELS- GIKIERE », sis 72, avenue de Flandre à VILLENEUVE D'ASCQ .....	47
Arrêté N °2013137-0008 - Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « Léon GOSSET », sis 8, rue Karl Marx à AVESNES- LES- AUBERT .....	49
Arrêté N °2013143-0003 - Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « Pompes Funèbres DEFOSSEZ », sis Route Nationale à JENLAIN .....	51
Arrêté N °2013143-0004 - Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « Etablissements TOP- BEGHIN », sis 2, rue Vendôme à LANNOY .....	53

Arrêté N °2013143-0005 - Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « Etablissements TOP- BEGHIN », situé à HEM - Rue du 6 juin 1944 (ex- Rue du Cimetière) .....	55
Arrêté N °2013144-0001 - Arrêté préfectoral fixant la composition de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise .....	57

### **59\_Sous- Préfecture de CAMBRAI**

Arrêté N °2013142-0001 - Arrêté préfectoral portant modification statutaire de la Communauté de Communes de LA VACQUERIE .....	61
--	----

### **59\_Sous- Préfecture de VALENCIENNES**

Arrêté N °2013143-0002 - Arrêté portant fixation de l'indemnité à verser par la Commune de LIEU- SAINT- AMAND à Madame Laurence CACHERA épouse DHAUSSY .....	64
--	----

### **Direction interdépartementale des routes Nord**

Arrêté N °2013143-0001 - Département du Nord - Route Nationale 2 Arrêté n ° P 13-02, portant réglementation de la circulation sur la bretelle de sortie nord de l'échangeur entre la RN2 et la RD121, dans le sens Beaufort vers Maubeuge ; Bretelle nouvellement créée sur le territoire de la commune de Louvroil .....	66
Décision - Département du Nord Route nationale 2 - Contournement ouest de Maubeuge Mise en service de la bretelle de sortie nord desservant la RD121 .....	70



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013136-0013**

**signé par Marc- Etienne PINAULDT- Secrétaire général  
le 16 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DIFRHEM - Direction des finances, des ressources humaines et des moyens**

Arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2011 nommant le régis- seur titulaire et le régisseur suppléant de la régie de recettes de la sous préfecture d'Avesnes sur Helpe



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction des finances  
des ressources humaines  
et des moyens

Service financier  
Bureau de la dépense

**Arrêté préfectoral  
portant modification de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2011 nommant le régisseur titulaire et le  
régisseur suppléant  
de la régie de recettes de la sous préfecture d'Avesnes sur Helpe**

---

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais,  
Préfet du Nord,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU le décret n° 92.681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par les décrets n° 92.1368 du 23 décembre 1992, n° 97.33 du 13 janvier 1997 et n° 2000.424 du 19 mai 2000 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66.850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU l'arrêté interministériel du 28 mai 1993 modifié relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ;
- VU l'arrêté interministériel du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs, modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité des régisseurs et au montant de leur cautionnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 novembre 2001 fixant le montant maximum de l'encaisse des régisseurs de recettes des préfectures et des sous-préfectures ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et de recettes ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 1995 instituant une régie de recettes à la sous préfecture d'Avesnes sur Helpe ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 2011 désignant le régisseur titulaire et le régisseur suppléant de la régie de recettes de la sous-préfecture d'Avesnes sur Helpe ;
- VU la demande du Sous-préfet d'Avesnes sur Helpe de nomination d'un régisseur suppléant supplémentaire ;
- VU l'avis favorable du directeur régional et départemental des finances publiques en date du 30 avril 2013 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord.

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mars 2011 portant nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant de la régie de recettes de la sous-préfecture d'Avesnes-sur-Helpe est modifié comme suit :

« Madame Stéphanie LEROY, adjoint administratif de deuxième classe, et Madame Christelle BLACHER, adjoint administratif, sont nommées régisseurs suppléants de la régie de recettes de la sous-préfecture d'Avesnes-sur-Helpe ».

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2**– Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, au directeur régional et départemental des finances publiques et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, 16 MAI 2013

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

M. Etienne PINAULDT



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013136-0014**

**signé par Marc- Etienne PINAULDT- Secrétaire général  
le 16 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DIFRHEM - Direction des finances, des ressources humaines et des moyens**

Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 17 juillet 2002 modifié, portant nomination du régisseur de recettes titulaire et du régisseur suppléant auprès de la circonscription de sécurité publique de Lille Agglomération, division Lille pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU NORD

Direction des finances  
des ressources humaines  
et des moyens

Service financier  
Bureau de la dépense

### **Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 17 juillet 2002 modifié, portant nomination du régisseur de recettes titulaire et du régisseur suppléant auprès de la circonscription de sécurité publique de Lille Agglomération, division Lille pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations**

---

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 89.469 du 10 juillet 1989 relative à diverses dispositions en matière de sécurité routière et de contraventions ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 92.681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avance des organismes publics ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 modifié le 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services relevant du ministère de l'intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2009 renommant la circonscription de sécurité publique de Lille, circonscription de sécurité publique de Lille Agglomération, division Lille ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 1994 modifié par arrêtés préfectoraux des 6 juin 2000 et 23 avril 2001 et 5 juin 2012, instituant des régies de recettes auprès des services de polices urbaines du département du Nord pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations ;



Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2002 modifié le 23 mars 2004, le 11 juillet 2006, le 27 octobre 2006, le 28 février 2008 le 16 juillet 2010, le 17 août 2010 et le 28 décembre 2012, nommant les régisseurs titulaires et les régisseurs suppléants de recettes auprès de la circonscription de sécurité publique de Lille pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations ;

Vu l'avis favorable du directeur régional et départemental des finances publiques, en date du 30 avril 2013 ;

Sur la proposition du directeur départemental de la sécurité publique du Nord.

### **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> – l'arrêté du 17 juillet 2002 modifié, relatif à la régie de recettes de la circonscription de sécurité publique de Lille Agglomération, division Lille, est modifié comme suit :

Article 1<sup>er</sup> : commissariat subdivisionnaire de Lille :

« régisseur suppléant : Monsieur Jean-Baptiste MABIN, commissaire de police , en remplacement de Monsieur Gilles VALLERIAN, commissaire principal »

Le reste sans changement

Article 2 – Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur départemental de la sécurité publique et aux intéressés, sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont copie sera adressée au directeur régional et départemental des finances publiques.

Fait à Lille, le  
Le préfet

16 MAI 2013

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Maro-Etienne PINAULT



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013136-0015**

**signé par Marc- Etienne PINAULDT- Secrétaire général  
le 16 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DIFRHEM - Direction des finances, des ressources humaines et des moyens**

Arrêté préfectoral modifiant l' arrêté du 5 juin 2012 modifié, portant nomination des régisseurs de recettes auprès de la circonscription de sécurité publique de Valenciennes Agglomération et nommant des sous- régisseurs de recettes pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations



Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU NORD

Direction des finances  
des ressources humaines  
et des moyens

Service financier  
Bureau de la dépense

**Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté du 5 juin 2012 modifié, portant nomination des régisseurs de recettes auprès de la circonscription de sécurité publique de Valenciennes Agglomération et nommant des sous-régisseurs de recettes pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations**

---

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 89.469 du 10 juillet 1989 relative à diverses dispositions en matière de sécurité routière et de contraventions ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 92.681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 modifié le 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services relevant du ministère de l'intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mai 2011 portant organisation des circonscriptions de sécurité publique dans le département du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juin 1994 modifié par les arrêtés préfectoraux des 6 juin 2000, 23 avril 2001, et 5 juin 2012 instituant des régies de recettes et des sous-régies auprès des services de polices urbaines du département du Nord pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juin 2012 modifié, nommant le régisseur titulaire et les régisseurs suppléants de recettes auprès de la circonscription de sécurité publique de Valenciennes agglomération ainsi que les sous-régisseurs de recettes institués auprès des subdivisions de Denain, Condé sur l'Escaut et Saint-Amand-les eaux, pour la perception des amendes forfaitaires, amendes forfaitaires minorées et des consignations ;

Vu l'avis favorable du directeur régional et départemental des finances publiques en date du 30 avril 2013 ;

Sur la proposition du directeur départemental de la sécurité publique du Nord.

### **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> - L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2012 modifié, portant nomination des régisseurs de recettes titulaire et suppléants institués auprès de la circonscription de sécurité publique de Valenciennes agglomération, et portant nomination des sous-régisseurs de recettes est modifié comme suit :

« M. Laurent MICHEL, capitaine de police est nommé régisseur de recettes suppléant pour la circonscription de sécurité publique de Valenciennes agglomération en remplacement de M. Alain FERNEZ, commandant de police. »

Le reste sans changement .

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur départemental de la sécurité publique et aux intéressés, qui sera publié aux recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont copie sera adressée au directeur régional et départemental des finances publiques.

Fait à Lille, le 16 MAI 2013  
Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Maro-Etienne PINAULT



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013137-0003**

**signé par Eric AZOULAY, Secrétaire général adjoint  
le 17 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DIPP- Direction des Politiques publiques**

Arrêté préfectoral accordant à la S.A.S.U  
BAUDELET METAUX l'autorisation  
d'exploiter un dépôt de ferraille et une  
demande d'agrément Démolisseur « Véhicules  
Hors d'Usage » sous l'enseigne ECOTRI  
BAILLEUL sur le territoire de la commune de  
BAILLEUL



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DU NORD**

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/Bicpe -CB

**Arrêté préfectoral accordant à la S.A.S.U BAUDELET METAUX  
l'autorisation d'exploiter un dépôt de ferraille et une demande  
d'agrément Démolisseur « Véhicules Hors d'Usage » sous  
l'enseigne ECOTRI BAILLEUL sur le territoire de la commune de  
BAILLEUL**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu les dispositions du code de l'environnement ;

Vu la demande présentée le 18 septembre 2007 par la SARL RECUPERATION BAILLEULOISE - siège social : ZI de la Blanche Maison - en vue d'obtenir l'autorisation d'étendre la superficie de ses installations de récupération d'épaves automobiles et de ferrailles sur le site exploité à BAILLEUL – ZI de la Blanche Maison ;

Vu l'étude d'impact et les pièces du dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'avis de recevabilité émis par Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 septembre 2009 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 20 octobre 2009 au 20 novembre 2009 inclus ;

Vu le procès-verbal d'enquête publique et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 4 décembre 2009 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet de DUNKERQUE en date du 15 décembre 2009 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement en date du 9 novembre 2009 ;

Vu l'avis du directeur départemental du travail et de l'emploi en date du 24 septembre 2009 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du Nord en date du 8 octobre 2009 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale du 19 novembre 2009 ;

Vu l'avis du directeur de la navigation du Nord Pas-de-Calais en date du 24 septembre 2009 ;

Vu l'avis du directeur départemental d'incendie et de Secours en date du 17 novembre 2009 ;

Vu la lettre en date du 18 février 2013 de la société BAUDELET METAUX – siège social : lieudit « les Prairies » - informant la préfecture du Nord du rachat de la société RECUPERATION BAILLEULOISE ;

Vu le rapport et les conclusions du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 28 février 2013 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation soumis à la connaissance de la société BAUDELET METAUX ;

Vu les observations de la société BAUDELET METAUX, avant passage au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord qui informe le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement qu'il subsiste quelques erreurs dans le projet qui lui a été soumis et qui concernent :

- une rectification d'erreur dans le tableau de classement (article 1.2.1)
- les quantités annuelles de déchets entrants sur le site (article 2.1.2)
- les aménagements pour le stockage de pneumatiques (article 2.1.3.1.3)
- la rectification d'une erreur concernant les eaux pluviales (article 4.3.10)
- une mise en cohérence entre les paramètres pour lesquels une valeur limite de rejet est fixée et ceux qui sont inclus dans le programme d'autosurveillance des rejets (articles 4.3.10 et 8.2.4)

Vu le nouveau rapport en date du 15 avril 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement donnant une suite favorable à la demande de la société BAUDELET METAUX en joignant un nouveau projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui annule et remplace celui transmis en date du 28 février 2013 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 16 avril 2013 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE**

# TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

## CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SASU BAUDELET MÉTAUX dont le siège social est situé à BLARINGHEM (59173) lieu-dit « Les Prairies » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Bailleul (59270), ZI de la Blanche Maison, les installations détaillées dans les articles suivants.

### ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

L'arrêté préfectoral du 12 novembre 1991 autorisant la SARL Récupération Bailleuloise à exploiter une installation de récupération de métaux et alliages est abrogé.

### ARTICLE 1.1.3. AGRÉMENT - DEMOLISSEUR VEHICULES HORS D'USAGE

#### Article 1.1.3.1. Durée

Le présent arrêté vaut agrément visé à l'article R.543-162 du code de l'environnement. La SASU BAUDELET est agréée pour effectuer l'entreposage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur le site, objet de la présente autorisation, sous le numéro PR 5900063D.

L'agrément est délivré pour une période de 6 ans, renouvelable à compter de la date de notification du présent arrêté. S'il souhaite obtenir le renouvellement de son agrément, le titulaire en adresse la demande au moins six mois avant la date de fin de validité de l'agrément en cours.

#### Article 1.1.3.2. Respect du cahier des charges

La SASU BAUDELET est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article ci-dessus, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté (annexe I).

#### Article 1.1.3.3. affichage

La SASU BAUDELET est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

## CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Classement	Désignation	Activité
2712-1.b	E	Installation de stockage, dépollution, démontage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	Surface maximale affectée au stockage, à la dépollution et au démontage : 400 m <sup>2</sup> .
2713-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées au rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface maximale affectée aux stockages : 3 000 m <sup>2</sup> , dont : - parcs à ferraille et métaux : 2 400 m <sup>2</sup> - bâtiment de stockage des métaux : 220 m <sup>2</sup> - aire de déchargement et de tri : 320 m <sup>2</sup> .
1220	NC	Oxygène (emploi et stockage d')	Quantité totale présente inférieure à 1 tonne
1412	NC	Stockage de gaz inflammables liquéfiés	Quantité entreposée : 100 kg
1432	NC	Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 c	Stockage aérien de 1 000 litres de fioul domestique

A (Autorisation), E (Enregistrement) ou NC (Non Classé).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.



## **CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation déposé en préfecture du Nord par l'exploitant le 18 septembre 2007. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION**

### **ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE**

### **ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.5.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNES**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

### **ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

#### **Article 1.5.5.1. Cas général déclaration**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITE**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé en application des articles R.512-75 et suivants du Code de l'Environnement.

## **CHAPITRE 1.6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ou, le cas échéant dans le délai de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

## **CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS**

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### ARTICLE 2.1.2. AMENAGEMENT DE L'EXPLOITATION

Les déchets ferreux et non ferreux et Véhicules Hors d'Usage (VHU) sont soit apportés directement sur le site (particuliers, industriels, artisans,...), soit amenés par les véhicules de l'exploitation.

Les déchets pouvant être admis et traités sur le site sont :

- les Véhicules Hors d'Usage (VHU),
- des déchets de métaux ferreux et non ferreux non souillés par des substances dangereuses et listés en annexe II du présent arrêté.

L'admission de tout autre type de déchet, et notamment de :

- citernes, fûts, et plus généralement toute capacité fermée non dégazée et souillée (huiles, substances toxiques, inflammables, cancérigènes, corrosives, infectieuses, nocives, irritantes, écotoxiques, ... ) ;
- produits explosifs ou inflammables ;
- matériaux radioactifs ;
- équipements mis au rebut souillés ;
- matériels souillés ;
- déchets générés par un procédé industriel et ne contenant pas uniquement des métaux (crasses de fonderie, résidus de nettoyage d'équipements, résidus de grenailage d'équipements, ... ) ;
- produits contenant de l'amiante ;
- tout déchet dangereux au sens de la réglementation

est interdite.

L'admission de déchets de métaux pouvant présenter un risque d'incendie ou d'explosion est interdite.

Les quantités annuelles admises sont limitées à :

- VHU: 250 Véhicules Hors d'Usage (VHU) non dépollués ;
- Métaux ferreux et non ferreux : 10 000 tonnes.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.

#### ARTICLE 2.1.3. AMENAGEMENTS LIES A L'ACTIVITE DE DEPOLLUTION DES VEHICULES ET DE RECUPERATION DE FERRAILLES

##### Article 2.1.3.1. Véhicules Hors d'Usage (VHU)

###### 2.1.3.1.1 VHU en attente de dépollution

Les emplacements utilisés pour le dépôt des Véhicules Hors d'Usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. A cet effet, une aire parfaitement étanche est aménagée pour leur stockage avant dépollution.

Tout VHU ne doit pas séjourner en l'état plus de trois mois sur le chantier.

Les VHU non dépollués sont manipulés avec précaution de façon à empêcher tout épandage de liquides.

###### 2.1.3.1.2 Moteurs et pièces détachées

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, sont revêtues de surfaces étanches avec dispositif de rétention.

Les pièces graisseuses, y compris les pièces destinées à la vente, sont entreposées dans des lieux couverts.

#### 2.1.3.1.3 Autres éléments

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des **polychlorobiphényles (PCB)** et des **polychloroterphényles (PCT)** sont entreposés dans des conteneurs appropriés.

Les fluides extraits des VHU (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les VHU) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans les locaux dotés d'un dispositif de rétention.

Les pneumatiques usagés, dans la limite maximale de 60 m<sup>3</sup>, sont stockés en benne à l'extérieur et dans des conditions propres à prévenir tout risque d'incendie.

#### 2.1.3.1.4 Dépollution

La dépollution des VHU est réalisée sur une aire spécialement aménagée et à l'intérieur de locaux. L'aire de dépollution des VHU est munie d'un dispositif de rétention étanche.

Les véhicules dépollués sont stockés sur une aire parfaitement étanche sur un emplacement qui leur est spécialement réservé, parfaitement distinct de l'emplacement réservé aux VHU non dépollués.

#### 2.1.3.1.5 Dispositions diverses

**Airbags** : les airbags sont neutralisés au moyen d'un appareil adapté. Le personnel sera formé spécifiquement à la neutralisation des airbags.

### **Article 2.1.3.2. Récupération des ferrailles**

Les ferrailles récupérées sont entreposées sur une dalle parfaitement étanche.

Les éventuelles opérations de découpe de ferrailles sont réalisées sur dalle étanche permettant une récupération des déchets de découpe après chaque opération. Cette zone est isolée et les opérations sont réalisées dans des conditions propres à prévenir tout risque d'incendie.

## **ARTICLE 2.1.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

## **CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES**

### **ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants ...

## **CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets ; des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

L'établissement est mis en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation sont maintenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée de un an.

### **ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE**

Dans le cas ou la clôture en béton prévue à l'article 7.3.1 du présent arrêté ou les constructions du dépôt ne sont pas susceptibles de masquer aux tiers les dépôts de déchets de métaux, l'exploitant double la clôture par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.

## **CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.. La découverte de substances radioactives doit être signalée à l'inspection des installations classées.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- les documents relatifs à la gestion et au suivi des déchets.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

---

## TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

---

### CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

L'exploitation des installations ne génère aucun rejet à l'atmosphère.

## TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Usage exclusif	Prélèvement maximal journalier (m <sup>3</sup> )	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )
Réseau public	NIEPPE	Domestique / lavage	0,7	70

#### ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

##### Article 4.1.2.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

##### Article 4.1.2.2. Prélèvement d'eau

L'exploitation n'est pas alimentée autrement que par le réseau urbain de distribution d'eau.

### CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article Article 4.3.1. ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### **ARTICLE 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales (de toiture) et non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (de voiries et des aires de stockage) et les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux usées.

#### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents.

#### **ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Le séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'une inspection à une fréquence mensuelle et d'une inspection après chaque événement pluvieux notable. Le pompage des huiles et le curage du séparateur sont réalisés en tant que de besoin. Ces opérations sont réalisées a minima annuellement et à une périodicité adaptée au retour d'expérience.

Les principaux contrôles et paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### **ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET**

Les eaux usées de type sanitaires et des bureaux sont rejetées dans le réseau communal aboutissant à la station d'épuration de Bailleul ou dans une fosse toutes eaux.

Les eaux pluviales collectées sur les voiries, aires de stockage étanches et toitures sont dirigées vers des dispositifs de rétention d'une capacité minimale de 150 m<sup>3</sup> avant de subir un traitement dans un déboureur déshuileur puis d'être rejetées dans un réseau de fossés aboutissant à La Grande Becque.

#### **ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

##### **Article 4.3.6.1. Conception**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.



## Article 4.3.6.2. Aménagement

### 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

## ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

## ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES DIRIGÉES VERS LA STATION D'ÉPURATION DE BAILLEUL

Une convention de rejet est établie entre l'exploitant et le gestionnaire du réseau d'assainissement de la zone. Les eaux domestiques respectent, avant rejet dans le réseau d'assainissement, les valeurs limites en concentration et flux fixées par la convention de rejet.

## ARTICLE 4.3.9. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Ces eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

## ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	100
DCO	125
DBO5	30
Hydrocarbures totaux	5
Cd	0,5 si flux > 5g/j
Cr	0,5 si flux > 5g/j
Cu	0,5 si flux > 5g/j
Hg	0,1 si flux > 1g/j
Ni	0,5 si flux > 5g/j
Pb	0,5
Zn	2 si flux > 20g/j
Sn	2 si le flux > 20 g/j
Fe	5 si le flux > 20 g/j
Al	(somme Fe + Al)

15 mg/l pour la somme des 10 métaux

Le débit maximum rejeté est 2 litres par seconde et par hectare, soit 2,9 m<sup>3</sup>/h.

---

## **TITRE 5 - DECHETS**

---

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### **ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-196 à R.543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

#### **ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La durée d'entreposage des déchets hors VHU ne doit pas excéder 1 an.

La durée d'entreposage des VHU dépollués ne doit pas excéder 6 mois et en tout état de cause une évacuation doit être réalisée dès que la zone d'entreposage est saturée.

#### **ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et dans des installations dûment autorisées à cet effet.

Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

#### **ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

#### **ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-50 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### ARTICLE 5.1.7. NATURE ET CARACTERISATION DES DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Codes des déchets	Nature des déchets
16 01 03	Pneus hors d'usage
16 01 16	Réservoirs de gaz liquéfié
16 01 06	VHU dépollués
19 10 02	Métaux non ferreux
16 06 00*	Batteries usagées
16 01 07*	Filtres à huile
16 01 08*	Interrupteurs au mercure
16 01 10*	Détonateurs airbag
16 01 11*	Patins de frein avec amiante
16 01 12*	Patins de frein sans amiante
16 01 13*	Liquide frein
16 01 14*	Antigels contenant des substances dangereuses
16 01 15	Antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14*
16 01 19	Matières plastique
16 01 20	Verre
16 06 01*	Accumulateurs au plomb
16 06 02*	Accumulateurs Ni-Cd
13 02 04*	Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification chlorées à base minérale
13 02 05*	Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale
13 02 06*	Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification synthétiques
13 02 07*	Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification facilement bio-dégradables
13 02 08*	Autres huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification
13 07 01*	Fioul et gazole
13 07 02*	Essence
15 02 02*	Chiffons souillés
15 02 02*	Absorbants souillés
20 01 33*	Piles et accumulateurs
16 02 14	DEEE mis au rebut
13 05 06*	Hydrocarbures provenant du séparateur hydrocarbures
13 05 02*	Boues provenant du séparateur hydrocarbures

#### ARTICLE 5.1.8. DECHETS REÇUS PAR L'ETABLISSEMENT

La liste des déchets provenant d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pouvant être admis sur le site est reprise en annexe II du présent arrêté.

L'acceptation de tout autre déchet d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ne figurant pas en annexe II du présent arrêté est interdite sur le site.

##### **Article 5.1.8.1. Conditions d'acceptation des déchets de métaux ferreux et non ferreux provenant d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

###### 5.1.8.1.1 Information préalable

Avant d'admettre un déchet de métaux ferreux ou non ferreux dans ses installations, l'exploitant doit demander au producteur du déchet une information préalable. Cette information précise pour chaque type de déchet destiné à être traité :

- la provenance, l'identité et l'adresse exacte du producteur,
- toute information pertinente pour caractériser le déchet,
- le nom du transporteurs,
- le code européen du déchet et sa désignation.

L'exploitant adresse aux fournisseurs réguliers la nature des produits admis et acceptés sur le site et celle des produits refusés en leur adressant un document qui doit lui être retourné, visé et accepté.

Les fournisseurs ponctuels signent ce même document avant acceptation du chargement.

###### 5.1.8.1.2 Réception des déchets et contrôles d'admission

L'exploitant établit une procédure écrite et rédige des consignes définissant les modalités de réception des déchets. Cette procédure et ces consignes sont régulièrement tenues à jour et mises à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute livraison de déchets sur le site fait l'objet des contrôles minimaux ci-après.

Lors de la pesée, le personnel affecté à ce poste effectue un contrôle visuel. Au déchargement, ainsi que lors de la manutention, le personnel contrôle chaque livraison.

Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant renseigne le registre des admissions prévu à l'article 5.1.8.1.3.

En cas de non-conformité avec les données figurant sur l'information préalable ou avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé et l'Inspection des Installations Classées est prévenue sans délai.

Toute livraison de déchets fait l'objet d'au moins tous les contrôles suivants à l'entrée du site :

- nature, quantité (pesée), origine ;
- contrôle de non radioactivité du chargement à l'entrée du site ;
- contrôle visuel à l'entrée et au déchargement, et notamment sur la présence de déchets autres que des métaux ferreux et non ferreux ;
- le cas échéant, présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances. L'exploitant visera ce bordereau accompagnant chaque livraison.

#### 5.1.8.1.3 Registre d'admission et de refus d'admission

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets (code déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement),
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur,
- la date et l'heure de la réception,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut,
- le code du traitement qui va être opéré.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

Le registre d'admission ou de refus d'admission est conservé pendant cinq ans.

Au vu de son activité de recyclage réalisant une transformation importante des déchets, l'exploitant est exonéré de son obligation d'assurer une traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants, comme prévu à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement).

### **Article 5.1.8.2. Gestion des déchets radioactifs**

Le site est doté d'un portique de détection de la radioactivité implanté conformément aux règles de l'art.

Dès l'accès sur site et avant déchargement, toute arrivée de déchet doit faire l'objet d'un contrôle pour s'assurer de l'absence de radioactivité anormalement émergente par rapport au bruit de fond mesuré.

5.1.8.2.1 En cas de radioactivité détectée sur un convoi de déchets, l'exploitant doit mettre en œuvre les procédures définies dans la circulaire du 30/07/03 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies.

Un registre permettra de tracer l'ensemble des actions engagées en cas de déclenchement de l'alarme du portique.

5.1.8.2.2 L'exploitant est tenu d'établir des consignes précisant :

- l'exploitation des appareils de détection et de métrologie de la radioactivité ,
- la conduite à tenir en cas de dépassement du seuil d'alarme du portique de contrôle de la radioactivité ,
- les essais et la maintenance préventive à réaliser pour garantir en permanence le bon fonctionnement des matériels de détection de la radioactivité.

Parallèlement, et pour la bonne application de ces consignes, l'exploitant formera les personnels susceptibles d'intervenir. Cette formation devra porter sur les notions générales de radioactivité et de radioprotection, sur la conduite à tenir en cas de détection de radioactivité et sur la métrologie de la radioactivité.

5.1.8.2.3 L'exploitant doit mettre en place un programme d'essais périodiques et de maintenance préventive apte à assurer la disponibilité permanente de ce système.

En cas d'impossibilité de contrôle de la radioactivité à l'entrée du site, les arrivages de déchets devront cesser.

#### 5.1.8.2.4 Registre d'opération ou journal

Chaque opération effectuée sur les déchets dans le centre doit être notée sur un carnet de bord tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, qui est archivé pendant 5 ans. En particulier, il faut consigner pour chaque déchet réceptionné vers quelles filières d'élimination définitive il a été dirigé en totalité ou en partie.

#### **ARTICLE 5.1.9. EMBALLAGES INDUSTRIELS**

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 et R.543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

## TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
5 dB(A)	3 dB(A)

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB	60

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.1. , dans les zones à émergence réglementée.

### CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### CHAPITRE 7.2 CARACTERISATION DES RISQUES

#### ARTICLE 7.2.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériel de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage,
- Service de munitions des armées (terre, air, marine),
- Gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

#### ARTICLE 7.2.2. ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

### CHAPITRE 7.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

#### ARTICLE 7.3.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT - CLÔTURE

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement fermé sur la totalité de sa périphérie par une clôture en panneaux béton d'une hauteur minimale de deux mètres.

##### *Article 7.3.1.1. Gardiennage et contrôle des accès*

Les horaires d'ouverture du site sont de 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi; et de 8h00 à 12h00 le samedi.

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

En l'absence de personnel, tous les accès seront fermés à clef.

### **Article 7.3.1.2. Caractéristiques minimales des voies de circulation - vitesse**

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m,
- rayon intérieur de giration : 11 m,
- hauteur libre : 3,50 m,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Les bâtiments et installations devront être accessibles par une voie présentant les caractéristiques d'une voie échelle (article 3 du décret du 5 août 1992 relatif à la prévention des incendies).

La vitesse est limitée à 20 km/h à l'intérieur du dépôt. Cette vitesse est affichée à l'entrée et rappelée au besoin à l'intérieur des installations par des panneaux.

### **ARTICLE 7.3.2. BATIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Une détection incendie sera installée au niveau du stockage des huiles usées récupérées réalisées dans le bâtiment démontage.

### **ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

### **ARTICLE 7.3.4. ZONES A ATMOSPHERE EXPLOSIBLE**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'installation. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

### **ARTICLE 7.3.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié le 17 juillet 2011 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

## **CHAPITRE 7.4 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

### **ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.



#### **ARTICLE 7.4.2. VERIFICATIONS PERIODIQUES**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

#### **ARTICLE 7.4.3. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

#### **ARTICLE 7.4.4. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

#### **ARTICLE 7.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

### **CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'INSTALLATION**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.5.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### **ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

#### **ARTICLE 7.5.4. RESERVOIRS**

L'étanchéité du réservoir associé à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### **ARTICLE 7.5.5. BASSIN DE CONFINEMENT**

Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptible d'être polluées est aménagé et raccordé à un ou des bassins de confinement (ou système équivalent) capables de recueillir un volume minimal de 150 m<sup>3</sup> correspondant aux eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

## **CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation des risques identifiés.

### **ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.6.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum :

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, avec un minimum de quatre extincteurs ABC à poudre 9 kg.

Les services de lutte contre l'incendie disposent, durant 2 heures, d'un débit d'extinction minimal de 120 m<sup>3</sup>/h, soit un volume total de 240 m<sup>3</sup> d'eau, dans un rayon de 200 m, par les voies carrossables, mais à plus de 30 m du risque à défendre. Cette disposition est réalisée par les poteaux PI 243 et PI 203.

L'exploitant s'assurera que le fonctionnement des deux hydrants assure le débit exigé.

### **ARTICLE 7.6.4. CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Un plan schématique conforme à la norme NFS 60303 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie est affiché sur un support fixe et inaltérable à l'entrée du site pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.

Doivent figurer sur ce plan, l'emplacement :

- des divers risques particuliers,
- du stockage des fluides,
- des organes de coupure des sources d'énergie,
- des moyens d'extinction et d'alerte.

### **ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les consignes seront regroupées dans un Plan d'Intervention Interne qui comportera également :

- les fiches toxicologiques des différents produits entreposés et utilisés sur le site,
- les mesures d'information et de protection vis-à-vis des tiers.

## TITRE 8 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### CHAPITRE 8.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 8.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que, le cas échéant, de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### CHAPITRE 8.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 8.2.1. RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'établissement n'est alimenté en eau que par le réseau communal. Un dispositif de mesure totalisateur équipe la distribution d'eau dans l'établissement.

Ce dispositif est relevé trimestriellement.

Les résultats sont portés sur un registre.

#### ARTICLE 8.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées un récapitulatif des types de déchets produits et reçus, les quantités et les filières d'élimination retenues (transporteurs, éliminateurs ...).

L'exploitant utilisera la codification réglementaire en vigueur.

#### ARTICLE 8.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

##### *Article 8.2.3.1. Mesures périodiques*

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

#### ARTICLE 8.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS D'EAU

L'exploitant réalise une analyse annuelle des eaux rejetées:

- au fossé après traitement dans le débourbeur-déshuileur ;
- dans le réseau communal.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Pour le rejet d'eau pluviales, les paramètres analysés sont : les matières en suspension, les hydrocarbures totaux, la demande biologique en oxygène (DBO<sub>5</sub>), la demande chimique en oxygène (DCO), l'azote total, le phosphore total, les métaux (Fe, Al, Sn, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn).

Pour le rejet d'eau usée dans le réseau communal, les paramètres analysés sont ceux pour lesquels des valeurs limites sont fixées dans la convention visée à l'article 4.3.8 du présent arrêté.

### CHAPITRE 8.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

#### ARTICLE 8.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 8.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

### **ARTICLE 8.3.2. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS**

Les justificatifs évoqués à l'article Article 8.2.2. doivent être conservés cinq ans.

### **ARTICLE 8.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisées en application du CHAPITRE 8.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## TITRE 9 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITE- EXECUTION

### CHAPITRE 9.1 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

(article L 514.6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

### CHAPITRE 9.2 PUBLICITE - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de BAILLEUL,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté,
- Commissaire-enquêteur.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de BAILLEUL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr) - rubrique Annonces et Avis – Installations classées ICPE – Autres installations classées – ICPE Autorisations).
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département, et sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

FAIT à LILLE, le 17 MAI 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général adjoint

  
Eric AZOULAY



P.J.: 3 annexes

# ANNEXE I

## CAHIER DES CHARGES ANNEXÉ à L'AGRÉMENT N° PR 5900063D

Conformément à l'article R. 543-164 du code de l'environnement :

- 1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :
  - les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
  - les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
  - les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
  - les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
  - le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
  - les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
  - les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
  - les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.
  
- 2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :
  - composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
  - composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
  - verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.
  
- 3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

- 4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :
  - les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
  - les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

- 5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

- 6° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.
- 7° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.
- 8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.
- 9° L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.
- 10° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :
  - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
  - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ;
  - les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;

- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
  - les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
  - les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
  - les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
  - le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.
- 11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;
  - 12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.
  - 13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.
  - 14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.
  - 15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :
    - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
    - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
    - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.
- Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.



## ANNEXE II

Code Déchets	description
02 01 10	Déchets métalliques provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments
12 01 01	Limailles et chutes de métaux provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques
12 01 02	Autres particules de métaux ferreux provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques
12 01 03	Limailles et chutes de métaux non ferreux provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques
12 01 04	Autres particules de métaux non ferreux provenant de la mise en forme et du traitement physique et mécanique de surface des métaux et matières plastiques
15 01 04	Emballages métalliques
16 01 04	Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport et déchets provenant du démontage de VHU et de l'entretien de véhicules
16 01 06	Véhicules hors d'usage (ne contenant ni liquides, ni autres composants dangereux) de différents moyens de transport et déchets provenant du démontage de VHU et de l'entretien de véhicules
16 01 17	Métaux ferreux provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules
16 01 18	Métaux non ferreux provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules
17 04 01	Métaux : Cuivre, bronze, laiton provenant de la construction ou démolition
17 04 02	Métaux : aluminium provenant de la construction ou démolition
17 04 03	Métaux : plomb provenant de la construction ou démolition
17 04 04	Métaux : zinc provenant de la construction ou démolition
17 04 05	Métaux : fer et acier provenant de la construction ou démolition
17 04 06	Métaux : étain provenant de la construction ou démolition
17 04 07	Métaux : métaux en mélange provenant de la construction ou démolition
17 04 11	Métaux : câbles provenant de la construction ou démolition
19 10 01	Déchets de fer ou d'acier provenant du broyage de déchets contenant des métaux
19 10 02	Déchets de métaux non ferreux provenant du broyage de déchets contenant des métaux
19 12 02	Déchets de métaux ferreux provenant du traitement mécanique des déchets (tri, broyage, compactage ...)
19 12 03	Déchets de métaux non ferreux provenant du traitement mécanique des déchets (tri, broyage, compactage ...)
20 01 40	Métaux issus des déchets ménagers municipaux

## ANNEXE III : NORMES DE MESURE

Éventuellement, l'analyse de certains paramètres pourra exiger le recours à des méthodes non explicitement visées ci-dessous. En cas de modification des méthodes normalisées, les nouvelles dispositions sont applicables dans un délai de 6 mois suivant la publication.

### POUR LES EAUX :

#### Échantillonnage

Conservation et manipulation des échantillons	NF EN ISO 5667-3
Établissement des programmes d'échantillonnage	NF EN 25667-1
Techniques d'échantillonnage	NF EN 25667-2

#### Analyses

pH	NF T 90 008
Couleur	NF EN ISO 7887
Matières en suspension totales	NF EN 872
DBO 5 (1)	NF EN 1899
DCO (1)	NF T 90 101
COT (1)	NF EN 1484
Matières grasses	Matières extractibles à l'éther de pétrole
Azote Kjeldahl	NF EN ISO 25663
Azote global	représente la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates
Nitrites (N-NO <sub>2</sub> )	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777
Nitrates (N-NO <sub>3</sub> )	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et FD T 90 045
Azote ammoniacal (N-NH <sub>4</sub> )	NF T 90 015
Phosphore total	NF EN ISO 6878
Fluorures	NF T 90 004, NF EN ISO 10304-1
CN (aisément libérables)	NF EN ISO 14403
Ag	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Al	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
As	NF EN ISO 11969, FD T 90 119, NF EN 26595, ISO 11885
Cd	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr	NF EN 1233, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr6	NFT 90043
Cu	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Fe	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Hg	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
Mn	NF T 90 024, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Ni	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Pb	NF T 90 027, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Se	FD T 90 119, ISO 11885
Sn	FD T 90 119, ISO 11885
Zn	FD T 90 112, ISO 11885
Indice phénol	XP T 90 109
Hydrocarbures totaux	NF EN ISO 9377-2
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	NF T 90 115
Hydrocarbures halogénés hautement volatils	NF EN ISO 10301
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	NF EN 1485

(1) Les analyses doivent être effectuées sur échantillon non décanté

### POUR LES DECHETS :

#### Qualification (solide massif)

Déchet solide massif :	XP 30- 417 et XP X 31-212
------------------------	---------------------------

#### Normes de lixiviation

Pour des déchets solides massifs	XP X 31-211
Pour les déchets non massifs	X 30 402-2

#### Autres normes

Siccité	NF ISO 11465
---------	--------------

### POUR LES GAZ :

#### Émissions de sources fixes :

Débit	ISO 10780
O <sub>2</sub>	FD X 20 377
Poussières	NF X 44 052 puis NF EN 13284-1*
CO	NF X 43 300 et NF X 43 012
SO <sub>2</sub>	ISO 11632

HCl		NF EN 1911-1, 1911-2 et 1911-3
HAP		NF X 43 329
Hg		NF EN 13211
Dioxines		NF EN 1948-1, 1948-2 et 1948-3
COVT	13 649	<i>NF X 43 301 puis NF EN 13526 et NF EN 12619. NF EN dès février 2003. Des méthodes équivalentes pourront être acceptées</i>
Odeurs		NF X 43 101, X 43 104 puis NF EN 13725*
Métaux lourds		NF X 43-051
HF		NF X 43 304
NOx		NF X 43 300 et NF X 43 018
N <sub>2</sub> O		NF X 43 305
* : dès publication officielle		

**Qualité de l'air ambiant :**

CO		NF X 43 012
SO <sub>2</sub>		NF X 43 019 et NF X 43 013
NOx		NF X 43 018 et NF X 43 009
Hydrocarbures totaux		NF X 43 025
Odeurs		NF X 43 101 à X 43 104
Poussières		NF X 43 021 et NF X 43 023 et NF X 43 017
O <sub>3</sub>		XP X 43 024
Pb		NF X 43 026 et NF X 43 027



PREFET DU NORD

## **Arrêté n °2013137-0004**

**signé par Michel PLASSON, directeur de la Réglementation et des libertés publiques  
le 17 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

Arrêté préfectoral portant renouvellement de  
l'habilitation dans le domaine funéraire -  
Chambre funéraire de la commune de  
CAUDRY, sise Place du Général de Gaulle à  
CAUDRY



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la réglementation et  
des libertés publiques  
1<sup>er</sup> bureau

### Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire

Le Préfet de la région Nord-pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales et notamment la section 2 du chapitre III de son titre II ;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2007 prononçant, jusqu'au 19 décembre 2012, l'habilitation de la chambre funéraire de la commune de CAUDRY, sise Place du Général de Gaulle à CAUDRY et gérée par Monsieur Guy BRICOUT, en sa qualité de maire, sous le numéro 06-59-781 ;

Vu le rapport du Bureau VERITAS en date du 16 avril 2013 établissant la conformité technique des installations de cette chambre funéraire ;

Considérant la demande de renouvellement de cette habilitation formulée par Monsieur BRICOUT ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

### ARRETE

Article 1 : L'établissement situé à CAUDRY - Place du Général de Gaulle et géré par Monsieur Guy BRICOUT, Maire de la commune de CAUDRY, est habilité pour exercer l'activité funéraire suivante :

- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

Article 2 : Le numéro de l'habilitation est 12-59-781.

Article 3 : La présente habilitation est valable jusqu'au 19 décembre 2018.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 17 MAI 2013

Le préfet,  
Pour le Préfet  
Le Directeur de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

Michel PLASSON



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013137-0005**

**signé par Michel PLASSON, directeur de la Réglementation et des libertés publiques  
le 17 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

Arrêté préfectoral portant renouvellement de  
l'habilitation dans le domaine funéraire -  
Etablissement de la SARL « Léon GOSSET »,  
sis 8, rue Karl Marx à AVESNES- LES-  
AUBERT



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord  
Direction de la réglementation et  
des libertés publiques - 1<sup>er</sup> bureau

### Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales et notamment la section 2 du chapitre III de son titre II ;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mars 2007 prononçant jusqu'au 19 février 2013, sous le numéro 07-59-779, l'habilitation de la chambre funéraire de la SARL « Léon GOSSET », sise 8, rue Karl Marx à AVESNES-LES-AUBERT et gérée par Monsieur Léon GOSSET ;

Vu le rapport du Bureau VERITAS en date du 8 février 2013 attestant de la conformité des installations de cette chambre funéraire ;

Vu la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par les nouveaux gérants de la société ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

### **ARRETE**

**Article 1 :** L'établissement de la SARL « Léon GOSSET », sis 8, rue Karl Marx à AVESNES-LES-AUBERT et géré par Madame Nathalie GOSSET et Messieurs Franck et Karl GOSSET, est habilité pour exercer l'activité suivante :

- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

**Article 2 :** Le numéro de l'habilitation est 13-59-779.

**Article 3 :** La validité de la présente habilitation est fixée au 19 février 2019.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 17 MAI 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet

Le Directeur de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

Michel PLASSON



PREFET DU NORD

## **Arrêté n °2013137-0006**

**signé par Michel PLASSON, directeur de la Réglementation et des libertés publiques  
le 17 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « GRYPONPREZ-DELCROIX », sis Rue Jean Moulin à CYSOING





Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord  
Direction de la réglementation et  
des libertés publiques - 1<sup>er</sup> bureau

**Arrêté préfectoral portant renouvellement de  
l'habilitation dans le domaine funéraire**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales et notamment la section 2 du chapitre III de son titre II ;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2007 prononçant jusqu'au 21 décembre 2012, sous le numéro 06-59-397, l'habilitation de la chambre funéraire de la SARL « GRYPONPREZ-DELCROIX », sise Rue Jean Moulin à CYSOING et gérée par Monsieur Olivier GRYPONPREZ ;

Vu la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par le gérant de la société ;

Considérant qu'une attestation du « Bureau VERITAS » en date du 10 avril 2013 établit la conformité technique des installations de cette chambre funéraire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

**ARRETE**

**Article 1** : L'établissement de la SARL « GRYPONPREZ-DELCROIX », sis Rue Jean Moulin à CYSOING et géré par Monsieur Olivier GRYPONPREZ, est habilité pour exercer l'activité suivante :

- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

**Article 2** : Le numéro de l'habilitation est 12-59-397.

**Article 3** : La validité de la présente habilitation est fixée au 21 décembre 2018.

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 17 MAI 2013

Le Préfet  
Pour le Préfet

Le Directeur de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

Michel PLASSON



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013137-0007**

**signé par Michel PLASSON, directeur de la Réglementation et des libertés publiques  
le 17 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

rrêté préfectoral portant renouvellement de  
l'habilitation dans le domaine funéraire -  
Etablissement de la SARL « WYFFELS-  
GIKIERE », sis 72, avenue de Flandre à  
VILLENEUVE D'ASCQ



PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord  
Direction de la réglementation et  
des libertés publiques - 1<sup>er</sup> bureau

**Arrêté préfectoral portant renouvellement de  
l'habilitation dans le domaine funéraire**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales et notamment la section 2 du chapitre III de son titre II ;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 avril 2006 prononçant pour six ans, sous le numéro 06-59-876, l'habilitation de la chambre funéraire de la SARL « WYFFELS-GIKIERE », sise 72, avenue de Flandre à VILLENEUVE D'ASCQ et gérée par Monsieur Serge WYFFELS ;

Vu la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par le gérant de la société ;

Considérant qu'une attestation du « Bureau APAVE » en date du 29 mars 2013 établit la conformité technique des installations de cette chambre funéraire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

**ARRETE**

**Article 1 :** L'établissement de la SARL « WYFFELS-GIKIERE », sis 72, avenue de Flandre à VILLENEUVE D'ASCQ et géré par Monsieur Serge WYFFELS, est habilité pour exercer l'activité suivante :

- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

**Article 2 :** Le numéro de l'habilitation est 12-59-876.

**Article 3 :** La validité de la présente habilitation est fixée au 28 avril 2018.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 17 MAI 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Directeur de la Réglementation  
et des Libertés Publiques  
**Michel PLASSON**



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013137-0008**

**signé par Michel PLASSON, directeur de la Réglementation et des libertés publiques  
le 17 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

Arrêté préfectoral portant renouvellement de  
l'habilitation dans le domaine funéraire -  
Etablissement de la SARL « Léon GOSSET »,  
sis 8, rue Karl Marx à AVESNES- LES-  
AUBERT

PRÉFET DU NORD

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord  
Direction de la réglementation et  
des libertés publiques - 1<sup>er</sup> bureau

**Arrêté préfectoral portant modification de  
l'habilitation dans le domaine funéraire**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales et notamment la section 2 du chapitre III de son titre II ;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 2008 prononçant jusqu'au 27 juin 2014 l'habilitation dans le domaine funéraire de l'établissement de la SARL « Léon GOSSET », sis 8, rue Karl Marx à AVESNES-LES-AUBERT et géré par Monsieur Léon GOSSET, sous le numéro 08-59-134 ;

Considérant le changement de gérance de cet établissement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

**ARRETE**

Article 1 : L'arrêté préfectoral du 27 juin 2014 est abrogé.

Article 2 : L'établissement de la SARL « Léon GOSSET », sis 8, rue Karl Marx à AVESNES-LES-AUBERT et géré par Madame Nathalie GOSSET et Messieurs Franck et Karl GOSSET, est habilité pour l'exercice des activités funéraires suivantes :

- ◆ Organisation des funérailles ;
- ◆ Fourniture des cercueils aux familles (et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs), des housses et des urnes cinéraires ;
- ◆ Fourniture des personnels, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations ;
- ◆ Transport de corps avant mise en bière ;
- ◆ Transport de corps après mise en bière.

Article 3 : Le numéro de l'habilitation est 08-59-134.

Article 4 : La date d'expiration de la présente habilitation est fixée au 27 juin 2014.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le

17 MAI 2013

Le Préfet  
Pour le Préfet

Le Directeur de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

Michel PIASSON



PREFET DU NORD

## **Arrêté n °2013143-0003**

**signé par Michel PLASSON, directeur de la Réglementation et des libertés publiques  
le 23 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « Pompes Funèbres DEFOSSEZ », sis Route Nationale à JENLAIN



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord  
Direction de la réglementation et  
des libertés publiques - 1<sup>er</sup> bureau

### Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales et notamment la section 2 du chapitre III de son titre II ;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 prononçant pour six ans, sous le numéro 06-59-875, l'habilitation de la chambre funéraire de la SARL « Pompes Funèbres DEFOSSEZ », sise Route Nationale à JENLAIN et gérée par Monsieur Pascal DEFOSSEZ ;

Vu la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par le gérant de la société ;

Considérant qu'une attestation du « Bureau VERITAS » en date du 16 avril 2013 établit la conformité technique des installations de cette chambre funéraire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

### ARRETE

Article 1 : L'établissement de la SARL « Pompes Funèbres DEFOSSEZ », sis Route Nationale à JENLAIN et géré par Monsieur Pascal DEFOSSEZ, est habilité pour exercer l'activité suivante :

- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

Article 2 : Le numéro de l'habilitation est 12-59-875.

Article 3 : La validité de la présente habilitation est fixée au 14 avril 2018.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 23 MAI 2013

Le Préfet  
pour le Préfet  
Le Directeur de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

**Michel PLASSON**



PREFET DU NORD

## **Arrêté n °2013143-0004**

**signé par Michel PLASSON, directeur de la Réglementation et des libertés publiques  
le 23 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - L'établissement de la SARL « Etablissements TOP- BEGHIN », sis 2, rue Vendôme à LANNOY



PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord  
Direction de la réglementation et  
des libertés publiques - 1<sup>er</sup> bureau

**Arrêté préfectoral portant renouvellement de  
l'habilitation dans le domaine funéraire**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales et notamment la section 2 du chapitre III de son titre II ;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2007 prononçant jusqu'au 3 avril 2012, sous le numéro 06-59-482, l'habilitation de la chambre funéraire de la SARL « Etablissements TOP-BEGHIN », sise 2, rue Vendôme à LANNOY et gérée par Monsieur Olivier TOP ;

Vu la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par le gérant de la société ;

Considérant qu'une attestation du « Bureau APAVE » en date du 15 avril 2013 établit la conformité technique des installations de cette chambre funéraire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

**ARRETE**

**Article 1 :** L'établissement de la SARL « Etablissements TOP-BEGHIN », sis 2, rue Vendôme à LANNOY et géré par Monsieur Olivier TOP, est habilité pour exercer l'activité suivante :

- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

**Article 2 :** Le numéro de l'habilitation est 12-59-482.

**Article 3 :** La validité de la présente habilitation est fixée au 3 avril 2018.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 23 MAI 2013

Le Préfet,

**Pour le Préfet**  
Le Directeur de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

**Michel PLASSON**



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013143-0005**

**signé par Michel PLASSON, directeur de la Réglementation et des libertés publiques  
le 23 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

Arrêté préfectoral portant renouvellement de l'habilitation dans le domaine funéraire - Etablissement de la SARL « Etablissements TOP- BEGHIN », situé à HEM - Rue du 6 juin 1944 (ex- Rue du Cimetière)

PRÉFET DU NORD

Préfecture du Nord  
Direction de la réglementation et  
des libertés publiques - 1<sup>er</sup> bureau

**Arrêté préfectoral portant renouvellement de  
l'habilitation dans le domaine funéraire**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre II de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales et notamment la section 2 du chapitre III de son titre II ;

Vu le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2007 prononçant jusqu'au 31 mai 2012, sous le numéro 06-59-480, l'habilitation de la chambre funéraire de la SARL « Etablissements TOP-BEGHIN », sise Rue du Cimetière à HEM et gérée par Monsieur Olivier TOP ;

Vu la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par le gérant de la société ;

Considérant qu'une attestation du « Bureau APAVE » en date du 15 avril 2013 établit la conformité technique des installations de cette chambre funéraire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

**ARRETE**

**Article 1 :** L'établissement de la SARL « Etablissements TOP-BEGHIN », situé à HEM - Rue du 6 juin 1944 (ex-Rue du Cimetière) et géré par Monsieur Olivier TOP, est habilité pour exercer l'activité suivante :

- Gestion et utilisation d'une chambre funéraire.

**Article 2 :** Le numéro de l'habilitation est 12-59-480.

**Article 3 :** La validité de la présente habilitation est fixée au 31 mai 2018.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lille, le 23 MAI 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet

Le Directeur de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

Michel PLASSON



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013144-0001**

**signé par Eric AZOULAY, Secrétaire général adjoint  
le 24 Mai 2013**

**59\_Präfecture du Nord  
Secrétariat général  
DRLP - Direction Réglementation et Libertés Publiques**

Arrêté préfectoral fixant la composition de la  
commission départementale des taxis et des  
voitures de petite remise



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU NORD

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction de la  
réglementation et des  
libertés publiques

Bureau de la circulation

### Arrêté préfectoral fixant la composition de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise

---

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de l'ordre de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite



Vu le Code de la route,

Vu le Code des transports,

Vu le décret n° 86-427 du 13 mars 1986, portant création de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise,

Vu la circulaire d'application en date du 25 avril 1986,

Vu la circulaire en date du 30 juillet 2001 relative au fonctionnement de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise,

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mai 2010 modifié par arrêté préfectoral du 17 novembre 2010 fixant la composition de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise,

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général Adjoint de la Préfecture du Nord,



## ARRETE

Article 1 : L'arrêté du 31 mai 2010 est abrogé.

Article 2: La commission départementale des taxis et des voitures de petite remise est ainsi composée sous ma présidence ou celle de mon représentant

### Membres avec voix délibératives

#### A. Représentants des administrations de l'Etat :

- Le Préfet ou son représentant,
- Le Directeur départemental de la sécurité publique du Nord, ou son représentant,
- Le Commandant le groupement de gendarmerie départementale du Nord, ou son représentant,
- Le Directeur de l'agence régionale de santé, ou son représentant,
- Le Directeur départemental de la protection de la population, ou son représentant,
- Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ou son représentant,
- Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant,

#### B. Représentant des organisations professionnelles :

- Union Nationale des taxis-59 :

**Titulaires :** Monsieur Bruno LAMBRECHTS  
Monsieur Alain GRISET,  
Monsieur Serge POUILLE,  
Monsieur Pierre VAN DE WATTER,

**Suppléants :** Monsieur Antonio DA COSTA GONCALVES,  
Monsieur Jean-Luc DELATTRE,  
Monsieur Yves VANDENBERGUE,  
Madame Brigitte VITRANT,

- Syndicat Autonome des Artisans Taxis des Hauts de France :

**Titulaires :** Monsieur Francis PREVOST  
Madame Anne-Marie LEROY,

**Suppléants :** Monsieur Tony SAAD,  
Monsieur Laurent LEIGNEL,

- Syndicat des Taxis Artisans du Nord :

**Titulaire :** Monsieur Hassan KADDOURI,

**Suppléant :** Monsieur Antonio NUNES PEREIRA,

C. Représentants des organisations d'usagers :

- Union départementale des consommateurs – U.F.C. Que Choisir :

**Titulaires :** Deux représentants.

**Suppléants :** Deux représentants.

- Association Force Ouvrière des consommateurs :

**Titulaires :** Madame Chantal DUBOIS  
Monsieur Daniel MONNEUSE,

**Suppléants :** Monsieur Patrick GOLINVAL,  
Monsieur Francis FOSSE

- Automobile Club du Nord de la France :

**Titulaires :** Monsieur Dany KOWALCZYK,  
Monsieur Yves BIRENBAUM.

**Suppléants :** Monsieur Philippe DUTRIEU,  
Monsieur Jean-Pierre BOUCHEZ.

- Union départementale des associations familiales du Nord – UDAF :

**Titulaire :** Un représentant.

**Suppléant :** Un représentant.

Personnalité associée avec voix consultative

- Le Directeur de la Caisse primaire d'assurance maladie de LILLE, ou son représentant.

Article 3 : La durée du mandat des membres de la Commission Départementale des taxis et des voitures de petite remise est de trois ans.


Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à Lille, le 24 MAI 2013

Le préfet,



Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général adjoint

  
Eric AZOULAY



PREFET DU NORD

## **Arrêté n °2013142-0001**

**signé par Thierry HEGAY, sous- préfet  
le 22 Mai 2013**

**59\_Sous- Préfecture de CAMBRAI**

Arrêté préfectoral portant modification  
statutaire de la Communauté de Communes de  
LA VACQUERIE



**Arrêté préfectoral portant modification statutaire  
de la Communauté de Communes de LA VACQUERIE**

---

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 portant amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 1993 modifié portant création entre les communes de BANTEUX, BANTOUZELLE, GONNELIEU, GOUZEACOURT, MASNIERES et VILLERS-PLOUICH d'une communauté de communes dénommée "COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VACQUERIE" ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 avril 2013 portant délégation de signature à M. Thierry HEGAY, Sous-Préfet de CAMBRAI ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de LA VACQUERIE en date du 21 janvier 2013 décidant la modification des articles 6 et 8 de ses statuts s'agissant de la représentation des communes membres et de la composition du bureau

Vu les délibérations des communes membres se prononçant sur ces modifications de statuts conformément aux dispositions des articles L 5211-20 et L 5211-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis de Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques de la Recette des Finances de Douai-Cambrai en date du 6 mai 2013 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la sous-préfecture ;

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : L'article 6 des statuts de la Communauté de Communes de LA VACQUERIE est modifié comme suit :

La représentation des communes membres est fixée à 20 délégués titulaires et autant de suppléants, selon la clé de répartition suivante :

- 1°) base : 1 délégué par commune
- 2°) proportionnelle : 1 délégué par tranche entamée de 500 habitants
- 3°) délégué supplémentaire : 1 délégué supplémentaire est attribué à la commune dont le rapport entre la population et le nombre de délégués est le plus élevé après application des 2 premières clauses de la clé de répartition.

Article 2 : L'article 8 des statuts de la Communauté de Communes de LA VACQUERIE est modifié comme suit :

La composition du bureau est établie de la façon suivante :

- Un Président
- Un Vice-Président pour chaque commune membre sauf pour la commune où est élu le président.
- Compte tenu de la population de Masnières :
  - Deux Vice-Présidents
  - Si la présidence venait à être assurée par un délégué de ladite commune, il resterait un poste de vice-président à pourvoir pour la même commune.

Article 3 : Les autres dispositions statutaires de la communauté de communes de LA VACQUERIE demeurent inchangées.

Article 4 : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Le Sous-Préfet de Cambrai et la Présidente de la communauté de communes de LA VACQUERIE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont copie sera adressée à :

- Mmes et MM. les Maires des communes membres,
- M. le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord,
- M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- M. l'Administrateur des Finances Publiques de la Recette des Finances de Douai-Cambrai.

Fait à Cambrai, le **22 MAI 2013**

Pour le Préfet de la région  
Nord – Pas-de-Calais, Préfet du Nord,  
et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Cambrai



Thierry HEGAY



PREFET DU NORD

## **Arrêté n °2013143-0002**

**signé par Franck- Olivier LACHAUD, Sous- Préfet de VALENCIENNES  
le 23 Mai 2013**

**59\_Sous- Préfecture de VALENCIENNES**

Arrêté portant fixation de l'indemnité à verser  
par la Commune de LIEU- SAINT- AMAND  
à Madame Laurence CACHERA épouse  
DHAUSSY

**LE PREFET DE LA REGION NORD – PAS DE CALAIS  
PREFET DU NORD  
Officier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté portant fixation de l'indemnité à verser par  
la Commune de LIEU-SAINT-AMAND  
A Madame Laurence CACHERA épouse DHAUSSY**

**VU** l'article 97 de la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le décret 82-979 du 19 novembre 1982 modifié par le décret n° 91-794 du 16 août 1991 fixant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat,

**VU** la demande présentée par la commune de Lieu-Saint-Amand relative au paiement de l'indemnité due à Mme Laurence CACHERA épouse DHAUSSY, enseignante au lycée « La Sagesse » à Valenciennes, employée en qualité de directrice adjointe du centre d'accueil de loisirs sans hébergement (A.L.S.H.) de Lieu-Saint-Amand du 15 avril au 26 avril 2013 inclus.

**VU** l'autorisation de cumul d'activité délivrée à l'intéressée le 21 mars 2013,

**VU** la proposition du supérieur hiérarchique de l'intéressée,

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 portant délégation de signature à M. Franck-Olivier LACHAUD, Sous-Préfet de Valenciennes,

**SUR** la proposition de Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** M. le Maire de Lieu-Saint-Amand est autorisé à verser à Mme Laurence CACHERA épouse DHAUSSY, enseignante employée en qualité de directrice adjointe du centre d'A.L.S.H du 15 avril au 26 avril 2013 inclus, une rémunération sur la base de 19/30<sup>èmes</sup> de l'indice brut 363, ainsi qu'une indemnité de résidence sur la même base, soit un traitement brut de 998.13€.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes, et Monsieur le Maire de Lieu-Saint-Amand sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Fait à Valenciennes, le 23 mai 2013

**POUR LE PREFET  
Et par délégation  
LE SOUS PREFET**



**Franck-Olivier LACHAUD**



PREFET DU NORD

## **Arrêté n ° 2013143-0001**

**signé par Claude GANIER, directeur adjoint Entretien Exploitation  
le 23 Mai 2013**

**Direction interdépartementale des routes Nord**

Département du Nord - Route Nationale 2  
Arrêté n ° P 13-02, portant réglementation de  
la circulation sur la bretelle de sortie nord de  
l'échangeur entre la RN2 et la RD121, dans le  
sens Beaufort vers Maubeuge ; Bretelle  
nouvellement créée sur le territoire de la  
commune de Louvroil

**Département du Nord – Route Nationale 2**

**Arrêté n° P 13-02, portant réglementation de la circulation sur la bretelle de sortie nord de l'échangeur entre la RN2 et la RD121, dans le sens Beaufort vers Maubeuge ; Bretelle nouvellement créée sur le territoire de la commune de Louvroil**

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les Régions et Départements,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par les arrêtés subséquents,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2011 portant délégation de signature à M. le Directeur Interdépartemental des Routes Nord,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Interdépartemental des Routes Nord à ses collaborateurs,

Vu l'arrêté P 05-002 du 28 avril 2005 portant réglementation de la circulation sur le contournement ouest de Maubeuge et conférant le statut de route à accès réglementé à la section de la RN2 comprise entre les PR 26+000 et 29+1625,

Vu la décision de mise en service de la bretelle de sortie nord vers la RD121 en date du 23 mai 2013,

Considérant que la réalisation de cette bretelle de sortie nord vers la RD121 modifie les conditions de circulation,

Sur proposition de M. le Directeur Interdépartemental des Routes Nord,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le présent arrêté prendra effet le 23 mai 2013, date de décision de mise en service de la bretelle de sortie nord vers la RD121.

**ARTICLE 2 :** configuration de la bretelle nouvellement créée et statut de la voie

La bretelle de sortie est configurée à une voie de circulation et a un statut de route à accès réglementé (continuité du statut du contournement ouest de Maubeuge).

La fin de la section de route à accès réglementé est portée à la connaissance des usagers par un panneau C108 implanté en amont de l'entrée sur le giratoire nord avec la RD121.

**ARTICLE 3 : vitesse maximale autorisée**

La limitation de vitesse dans la bretelle de sortie nord est fixée à 70 km/h, puis réduite successivement à 50 km/h puis à 30 km/h.

Les dispositions relatives aux limitations de vitesse sont portées à la connaissance des usagers par des panneaux de type B14.

**ARTICLE 4 : traitement des échanges**

Les échanges entre le contournement ouest de Maubeuge (sens de circulation Beaufort vers Maubeuge) et la RD121 sont désormais assurés par la bretelle de sortie nord nouvellement créée.

**ARTICLE 5 : réglementation de la circulation au droit de l'intersection entre la bretelle de sortie et le giratoire nord de la RD121**

Les usagers circulant sur la bretelle de sortie nouvellement créée sont tenus de respecter le régime de priorité applicable au droit du carrefour giratoire avec la RD121, réglementé conformément à l'article R.415-10 du code de la route : les usagers abordant un giratoire doivent céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée annulaire.

Cette disposition est portée à la connaissance des usagers par un panneau de type AB3a (associé à un panneau M9c), implanté au droit de l'intersection avec la chaussée annulaire.

**ARTICLE 6 :**

La circulation à contre sens sur la bretelle de sortie est interdite.  
Cette disposition est portée à la connaissance des usagers par des panneaux de type B1 (sens interdit).

**ARTICLE 7 : indication du passage pour piétons et priorité de passage**

Les usagers circulant sur la bretelle de sortie nouvellement créée sont tenus de céder le passage, au besoin en s'arrêtant, au piéton s'engageant régulièrement dans la traversée de la chaussée ou manifestant clairement l'intention de le faire (article R.415-11 du code de la route).

Le passage pour piétons est signalé par le marquage sur la chaussée ainsi que par un panneau de type C20a.

**ARTICLE 8 :**

Sauf en cas de nécessité absolue, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur la chaussée et les accotements.

**ARTICLE 9 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et textes en vigueur.

**ARTICLE 10 :**

M. le Directeur Interdépartemental des Routes Nord,  
M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,  
M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Maubeuge,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord et dont une ampliation leur sera remise ainsi qu'à :

M. le Chef du Service Régional des Transports de la DREAL Nord – Pas-de-Calais,  
M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord,  
M. le Président du Conseil Général du Nord - Direction de la Voirie Départementale,  
M. le Chef de l'Arrondissement de Gestion de la Route Est-DIR Nord,  
M. le Responsable du District de Laon-DIR Nord,  
M. le Chef du Centre d'Information et de Gestion du Trafic de Lille-DIR Nord,  
M. le Chef du Service Ingénierie Routière Ouest -DIR Nord,  
M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Nord,  
M. le Directeur Départemental des Services de Secours et d'Incendie du Nord,  
M. le Responsable du Service d'Aide Médicale d'Urgence du Nord,  
MM. les co-Directeurs du C.R.I.C.R Nord,  
MM. les Présidents des Syndicats des Transporteurs,  
M. le Maire de Louvroil.

LILLE, le **23 MAI 2013**  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,

Par délégation,  
Le Directeur adjoint Entretien  
Exploitation  
Claude GANIER





PREFET DU NORD

## **Décision**

**signé par Claude GANIER, directeur adjoint Entretien Exploitation  
le 23 Mai 2013**

**Direction interdépartementale des routes Nord**

Département du Nord Route nationale 2 -  
Contournement ouest de Maubeuge Mise en  
service de la bretelle de sortie nord desservant  
la RD121

Direction interdépartementale des routes  
Nord

Service Politiques et Techniques

Cellule Politique de la Route

Département du Nord

Route nationale 2 – Contournement ouest  
de Maubeuge

Mise en service de la bretelle de sortie nord  
desservant la RD121

Affaire suivie par : Christophe HEILIGER  
Cpr.Spt.Dirn@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 03 20 49 60 74 – Fax : 03 20 60 47 73

## Décision de mise en service

Vu le schéma routier départemental 2000-2014 portant inscription de l'opération AVI 009 relative au doublement de la RD121,

Vu le plan routier départemental 2005-2010 reprenant l'opération AVI 009 au titre du programme des opérations complémentaires sous le N° AVI 009 – phase 3 : création de la bretelle de sortie nord de l'échangeur entre la RN2 et la RD121 dans le sens de circulation Beaufort vers Maubeuge, sur le territoire de la commune de Louvroil,

Vu la décision d'approbation par le Directeur de la DIR Nord du dossier projet en date du 8 mars 2010,

Vu la convention d'exercice de la maîtrise d'ouvrage déléguée au Conseil Général du Nord, signée par le Directeur de la DIR Nord le 9 avril 2010,

Vu le rapport d'inspection préalable à la mise en service, établi par l'Ingénieur Général Spécialisé Route en date du 27 janvier 2012, donnant un avis défavorable à la mise en service de la bretelle de sortie nord vers la RD121, en raison de l'inachèvement des travaux relatifs au raccordement de la bretelle à la section courante (signalisation horizontale, verticale de police et directionnelle non réalisées),

Considérant que les travaux nécessaires à la mise en service de la bretelle de sortie nord ont été réalisés à l'exception de la signalisation directionnelle définitive,

Considérant que la signalisation provisoire mise en place jusqu'à la réalisation des travaux relatifs à la signalisation directionnelle définitive permet néanmoins la mise en service de la bretelle de sortie,

Le Directeur Interdépartemental des Routes Nord,

### DECIDE

La bretelle de sortie nord de l'échangeur entre la RN2 et la RD121, nouvellement créée dans le sens de circulation Beaufort vers Maubeuge, est mise en service à compter du 23 mai 2013.

Fait à Lille, le **23 MAI 2013**

Le Directeur

~~Par déléation,  
Le Directeur adjoint Entretien  
Exploitation~~

Claude GANIER

